

## PIERRE ROSTINI

### **Journaliste, Président d'honneur de l'UNEF, ancien Président du Comité International des Etudiants (CIE)**

Je vais vous faire un exposé linéaire de la situation de l'UNEF par rapport aux problèmes internationaux tels que je les ai connus. J'ai été élu vice-président chargé des sports et des questions internationales en novembre 1944.

Avant-guerre, il existait la CIE (Confédération internationale des étudiants) à laquelle appartenait l'UNEF. Elle avait été créée en 1919 et réunissait vers les années 1936-1937, 25 unions nationales d'étudiants, qui étaient sur le modèle de l'Union nationale des étudiants de France. Son secrétariat était situé à Bruxelles, un président était élu à chaque Congrès. Le dernier président français fut Claude Delorme, président en exercice de l'UNEF, élu au Congrès de 1937.

La dernière manifestation de la CIE a été l'organisation des Jeux universitaires de Monaco en 1939, alors que les Pays de l'Axe organisaient des Jeux universitaires à Budapest. Entre 1939 et 1944, la CIE a pratiquement disparu bien qu'elle ait eu un président suisse, Bernath, introuvable et un secrétaire général à Bruxelles. Mais lorsque, chargé des relations internationales j'ai cherché à reprendre contact, je n'ai pas trouvé d'interlocuteur.

Nous avons donc contacté l'Union nationale des étudiants de Grande-Bretagne, qui était notre voisin le plus proche et celui avec lequel nous avons toujours eu de bonnes relations. En octobre 1945, nous avons été invités à Londres à une première réunion comprenant une dizaine de pays, notamment ceux dont les représentations gouvernementales s'étaient repliés à Londres pendant la guerre.

Cette réunion se situait une quinzaine de jours avant la réunion du Congrès mondial de la jeunesse démocratique. Au cours de cette réunion de Londres, à laquelle Louis Laisney et moi nous avons assisté, la date du prochain congrès qui se tiendrait le 17 novembre de cette même année 1945 a été confirmée. Pour commémorer le 17 novembre 1939, date à laquelle les allemands avaient détruit l'université de Prague et avaient fusillé les dirigeants de l'Union des étudiants tchécoslovaques et quelques autres, nous avons décidé qu'il se tiendrait en Tchécoslovaquie.

J'ai assisté ensuite au *Congrès mondial de la jeunesse démocratique*. Je pensais que nous ne devions pas nous couper du mouvement qui entraînait tous les jeunes, sur les thèmes de paix, d'anti-fascisme sur lesquels nous nous étions battus. Le Congrès mondial de la jeunesse à Londres a créé la FMJD (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique), dont le président élu a été Guy de Boysson. J'ai été élu membre du Conseil de la FMJD.

Nous sommes partis ensuite à Prague pour le congrès, auquel participaient tous les pays engagés dans la guerre contre l'Allemagne. Ce qui était quelque chose de nouveau par rapport à la CIE puisque cette dernière ne rassemblait, de façon active, que des pays européens.

Le Congrès a décidé de créer un comité qui devait siéger pendant un an pour préparer un second congrès en 1946, ce dernier devant donner naissance à une organisation internationale, l'*Union internationale des étudiants*, et représenter une ébauche d'organisation et de coordination internationale. J'ai été élu président de ce comité.

Paul Bouchet, Louis Laisney et moi-même assistions à ces réunions. Certains voulaient voir le siège de l'Union fixé à Paris. Nous pensions au contraire que dans le Paris de l'immédiat après-guerre, ce n'était pas souhaitable. A l'été 1946 au deuxième congrès, l'Union internationale des étudiants dont vous connaissez le destin dans les années suivantes, fut créée.

Outre les diverses activités qui étaient celles d'une union internationale, face aux problèmes qui se posaient aux étudiants à la fin de la guerre, elle prit un certain nombre de positions politiques qui évoluèrent comme l'on sait.

L'élément essentiel a été la reprise des relations dans le sport et l'organisation des jeux universitaires en 1947.

Après cet exposé très court, je souhaite revenir un peu sur l'esprit dans lequel les choses se sont faites parce que cela n'a pas été aussi simple et clair que cela.

Les différentes commissions mises en place concernaient les dommages causés par la guerre aux universités, les questions journalistiques, ou encore la commission des sports, présidée par Rostini et dont j'ai été le rapporteur. Nous avons ainsi pu obtenir, suivant ce qui avait été décidé au Congrès de Grenoble, l'organisation des premiers jeux mondiaux universitaires d'après-guerre.

Nous avons aussi débattu d'une position philosophique à déterminer pour l'Union : les soviétiques prétendaient qu'il fallait y insérer une notion politique avec prises de position, ce qui s'est fait ensuite. Je dois dire que l'activité développée au sein de l'Union Internationale des Etudiants a été bénéfique.

[...]

Sur le plan de l'implication internationale, j'ajouterais que *l'entraide internationale* avait repris ses activités au lendemain de la guerre. Son bureau comprenait trois membres : le Président de *Pax romana*, Roger Millot, Président de la fédération française des étudiants chrétiens et moi-même qui représentais l'UNEF. L'entraide avait une maison où beaucoup d'étudiants étrangers se rendaient, surtout ceux ayant beaucoup souffert pendant la guerre. Nous avons créé également au sein de l'OTU l'*Association universitaire des relations internationales* qui permettait de faire de longs voyages. Le vice-président qui représentait l'UNEF était Etienne Mougeotte, j'étais trésorier en qualité d'ancien, la secrétaire générale étant mademoiselle Savier, que tout le monde a connu pendant des années.

[...]

Je voudrais conclure en disant que notre espoir résidait dans l'universalité de la lutte du mouvement étudiant, de la lutte pour la paix, pour le progrès et un monde meilleur. Je rappellerai le slogan de la FMJD : «Lutter pour un monde meilleur». Il n'était pas question, à l'époque, d'Europe. En ce qui concerne René Cassin, il était Président aussi d'une organisation française pour la SDN, qui a perduré après la guerre.

## PAUL BOUCHET

Sur un plan général il n'est pas inutile de mesurer combien, sur le plan international plus encore que sur le plan intérieur, le monde et les temps ont changé. Cependant, des défis restent à relever. Le changement est, je crois, sous-estimé. Je crois que presque tous les anciens responsables de l'époque pourraient avoir le même discours que le mien. Je n'étais jamais sorti de nos frontières, j'étais seulement allé à Genève une fois. Mon premier voyage vers l'extérieur, c'était Prague effectivement. A l'époque il y avait, au moment de la déclaration universelle des droits de l'homme, 60 pays constitués. Il y en a maintenant plus de 180. N'oubliez pas que la décolonisation n'est pas faite, que la Chine est dans l'UIE, ce qui fait que l'on nous désigne aux mains du communisme international : pourtant, la Chine est représentée à ce moment là par Tchang Kaï-Chek. C'est en 1949 seulement que Mao va entrer dans Pékin et prononcer ce fameux discours «La Chine est debout...». Quand nous allons à Prague, la Chine est représentée par ce distingué monsieur Hô, fonctionnaire de l'Ambassade de Londres, représentant de Tchang Kaï-Chek. Nous apprendrons au Congrès suivant par des «protestants» chinois, qu'il y a dans les montagnes un monsieur Mao. J'ai écrit le nom sur un petit bout de papier, je m'en souviens encore, un monsieur Mao qui lui est en train peu à peu d'étendre son influence, et en qui les protestants ont assez confiance pour mettre fin à la corruption du régime représenté par monsieur Hô.

Tout cela va éclater avec le refus du plan Marshall pour la Tchécoslovaquie qui, de pays de contact deviendra la marche des Milices de Gottwald, le symbole de la prise en main, à la faveur d'une élection au départ. A ce moment, nous hésiterons à rester ou à quitter Prague.

Au Congrès suivant, à Sofia, nous constaterons que les circonstances sont telles que tout volontarisme est condamné à échouer. Cela tombe mal parce que sur le plan intérieur, lors du Congrès du Touquet, il y a eu politisation des AGE, montée en puissance du RPF dans le mouvement de la Guerre Froide. Roman qui représente l'UIE à ce congrès est très mal accepté. Le changement que connaît l'UNEF, avec notamment le retour de Villedieu à la Présidence, est dû essentiellement aux conséquences de la Guerre Froide, qu'elle avait auparavant pu surmonter. Il y a une instrumentalisation politique qui commence et qui s'explique par cette situation internationale très prégnante. Il était devenu très difficile de travailler avec l'UIE telle qu'elle avait évolué après 1949.

Il y avait eu l'échec d'une "pré-gorbatchévisation", il y avait eu le moment où Chaliapine, au Congrès de Paris, tentait une opération de mise à jour de l'Union soviétique, en parlant de l'inadéquation des structures. Mais Dougachvili et ses héritiers n'avaient pas encore renoncé à la mise à mal. Après il y eût le défi anticolonialiste : la Charte d'Arcachon en 1950, et Nice où l'UNEF persévère dans son idée. Sur le plan de *l'Europe ce qui me frappe c'est qu'effectivement nous n'avons pas vraiment compris les défis européens.*

Les défis internationaux en général et la décolonisation nous étaient plus proches.

Gaston Thorn a évoqué *la réconciliation franco-allemande. Pour nous il n'était pas question d'avoir un allemand à Prague. J'ai vu le premier allemand après guerre en 1950 aux Indes et c'est par le biais de l'entraide internationale que les allemands revenaient participer aux rencontres étudiantes.*

Pour en revenir aux défis d'avenir je suis étonné d'entendre parler de marché, etc... Les juristes savent que, «suba divisio» entre les personnes et les biens, il y a le *droit des biens* et le *droit des personnes*. Il est clair que dans le droit des biens, le Marché triomphe. Ce n'est pas pour autant que le droit des personnes doit lui être livré. Je suis étonné que dans le mouvement des jeunes intellectuels, on n'ait pas mieux perçu qu'outre Monnet et Schuman, il y a eu aussi un pionnier comme Cassin, juriste de la France Libre et un des pères de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ce dernier éprouve, en 1950, le besoin de faire une Convention européenne des Droits de l'Homme avec cette utopie extraordinaire qui a depuis abouti : la création, à Strasbourg, d'une Cour européenne capable de juger les États. Je ne sais pas si les générations actuelles comprennent la novation d'une Cour capable de juger les États. Or l'un des derniers États en Europe à ratifier la Convention européenne, est le nôtre.

Il aura fallu 31 ans, dont 24 pour ratifier le principe et 7 encore pour permettre le recours individuel des citoyens.

Cassin a présidé cette Cour quand son pays ne l'avait pas encore ratifiée.

Quand je parle des défis de l'histoire qu'il y a toujours à relever, il y en existait alors. Autant avant les défis internationaux et coloniaux avaient été assez bien ressentis, autant il me semble que sur l'Europe, les choses ne l'ont pas été.

Cette Cour, qui a condamné tous les États sans exception au nom des Droits de l'Homme, a fait avancer autre chose que le Marché pendant ces années là. C'est une des leçons de la guerre qui a été tirée.

Une des protections actuelles, par exemple, du droit des étrangers, se fait à travers les jugements de Strasbourg.

Je crains qu'il y ait eu un amalgame rapide entre l'Europe et le Marché dont tout le monde se détournait. Chaque génération garde des défis, il faut savoir les repérer. Je suis très optimiste à travers la morosité des temps sur ce que l'on a vu avancer. De l'oeuvre des pionniers du regroupement économique européen, quels que soient les défis européens de l'heure, il restera quelque chose de positif par rapport au passé, notamment à travers cette Convention européenne des Droits de l'Homme et des États.

**COLLOQUE PASSÉ/PRÉSENT DU MOUVEMENT ETUDIANT  
MAISON DU SPORT FRANÇAIS PARIS - 14 ET 15 MAI 1997.**